

Arrêté n° PCICP2025287-0002

Arrêté préfectoral portant prescriptions pour l'ancienne décharge exploitée par la commune de MESNIL-LETTRE sur le territoire de la commune de MESNIL-LETTRE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 181-14 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;
- VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023235 du 23 août 2023 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté municipal réglementant les dépôts sauvages de déchets et d'ordures n°2023030701 du 7 mars 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 avril 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 9 février 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 mai 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 11 avril 2025 ;
- VU** le courrier recommandé du 14 mai 2025 avec accusé de réception du 20 mai 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions à la commune de MESNIL-LETTRE lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;
- VU** les observations présentées par la commune de MESNIL-LETTRE, par courrier du 26 mai 2025 ;
- CONSIDÉRANT** que les constats effectués lors de la visite d'inspection du 9 février 2023 font état de la présence de déchets sur la parcelle cadastrale référencée ZD 2 sur le territoire de la commune de MESNIL-LETTRE ;
- CONSIDÉRANT** que l'ancienne décharge est implantée sur les parcelles cadastrales référencées ZD 1 et ZD 2 sur le territoire de la commune de MESNIL-LETTRE ;
- CONSIDÉRANT** que des travaux de limitation d'accès au site ont été réalisés ;
- CONSIDÉRANT** que la réception de déchets est interdite par arrêté municipal susvisé ;

CONSIDÉRANT toutefois que la quantité et la nature des déchets présents sur le site ne sont pas connus ;

CONSIDÉRANT que ce stockage de déchets peut porter atteinte aux intérêts défendus visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, pouvant notamment provoquer une pollution des sols, des eaux de surface ou des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'il convient par conséquent de réaliser une surveillance de l'impact potentiel de manière pérenne ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : AUTORISATION

La commune de MESNIL-LETTRE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour son ancienne installation exploitée sur les parcelles cadastrales référencées ZD1 et ZD 2 localisées sur son territoire ;

ARTICLE 2 : EAUX SOUTERRAINES

ARTICLE 2.1 : SUIVI PERENNE

L'exploitant met en œuvre un suivi pérenne des eaux souterraines respectant a minima les prescriptions édictées ci-dessous :

- Utilisation d'un piézomètre ou équivalent à proximité du site pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines, situé en aval hydraulique de la zone ayant accueilli des déchets par rapport au sens d'écoulement de la nappe.
- L'emplacement, la profondeur et les modalités de réalisation du/des forages de surveillance sont établis d'après l'avis d'un hydrogéologue.
- La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation du piézomètre se font conformément aux normes en vigueur.
- La localisation du piézomètre est précisée sur plan et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
- Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).
- La surveillance des eaux souterraines est réalisée via le piézométrie défini.
- Le suivi est réalisé a minima une fois par an, en périodes de hautes eaux.

- Le nombre de points de contrôle, la fréquence des analyses ainsi que la nature des paramètres analysés pourront être modifiés par l'inspection des installations classées ou par un hydrogéologue agréé, au vu des résultats obtenus.

- Le suivi peut être levé par décision de l'inspection des installations classées une fois l'absence d'impact de l'installation sur les eaux souterraines démontrée.

ARTICLE 2.2 : PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Les paramètres suivants sont analysés :

Métaux totaux :
Aluminium
Arsenic
Plomb
Cadmium
Chrome total
Fer
Cuivre
Nickel
Phosphore total
Argent
Zinc
Étain
Zirconium
Mercure
Manganèse
Autres :
Nitrate
Nitrite
Azote
Fluorure
Hydrocarbure

ARTICLE 2.3 : RÉSULTATS

Les résultats sont comparés aux valeurs de référence en vigueur (norme de potabilité...).

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement sous forme d'un rapport de synthèse présentant :

- une présentation générale du contexte hydrogéologique,
- une présentation du/des piézomètres,
- les résultats des mesures effectuées au cours de l'année,
- l'interprétation de ces mesures,
- l'évaluation de l'impact des prélèvements liés à l'exploitation.

ARTICLE 3 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral n°PCICP2023235-0003 du 23 août 2023 est abrogé.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de MESNIL-LETTRE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MESNIL-LETTRE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, est affiché par le maire de MESNIL-LETTRE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de MESNIL-LETTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 14 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.